

REGARDS SUR L'EUROPE 5

L'analyste, Pierre Defraigne

Économiste, fonctionnaire européen de 1970 à 2005, Pierre Defraigne est actuellement Directeur exécutif de la Fondation Madariaga – Collège d'Europe. Directeur général adjoint à la DG Commerce après avoir été Chef de Cabinet de Pascal Lamy, Commissaire européen au Commerce, Pierre Defraigne a été Directeur des Relations Nord-Sud entre 1985 et 1999 et auparavant Chef de Cabinet d'Etienne Davignon, alors Vice-président de la Commission européenne. Il a établi eur-IFRI, la branche bruxelloise de l'Institut français des Relations internationales, qu'il a dirigée entre 2005 et 2008.

Pierre Defraigne enseigne l'économie politique au Collège d'Europe (Bruges). Il est aussi Professeur associé à l'Université de Zhejiang (Chine). Ses intérêts vont à la politique économique internationale, à l'économie politique et aux relations avec les pays en développement.



"Cette photo provient de www.readmylips.be/fr/orateurs/pierre-defraigne un site particulièrement intéressant qui vise à diffuser des conférenciers de qualité pour élargir les connaissances et partager des valeurs".

Depuis de nombreuses années, nous avons la chance de compter Pierre Defraigne au nombre de nos sympathisants. Malgré ses lourdes responsabilités et un agenda surchargé, entre deux déplacements en Asie, il a accepté de consacrer de son temps pour répondre aux questions de notre ancien président, Benoît Guillaume, par ailleurs un de ses amis de longue date. Ce sont des propos recueillis au cours d'un long entretien à bâtons rompus, au cours duquel il a posé un diagnostic sur la « maladie » de l'Europe, sur la crise, l'euro, évoquant le rôle des citoyens, des partis, le « rôle néfaste du néolibéralisme », la responsabilité de la Commission, le rôle des associations européennes comme la nôtre. Mais ce qui nous a frappé et étonné dans ses propos c'est quand il a affirmé que « L'Europe s'est construite sur une mystification ». Cependant il termine en affirmant son espérance en une Europe plus juste.

La première question posée a porté sur ses débuts à la Commission : *Vous avez trente ans quand vous devenez fonctionnaire européen. Quels sentiments éprouviez-vous à ce moment-là ?*

À l'origine, il y avait l'enthousiasme...

Du moment qu'on rejoint l'Europe en 1970, on est évidemment porté par l'enthousiasme de la construction européenne qui prend de l'ampleur et c'est cela qui prévaut comme sentiment. Il est clair qu'aujourd'hui les choses sont tout à fait différentes puisque l'Europe ne sait plus où elle va : elle n'a plus de projets, elle n'a pas de frontières définies, elle est en désaccord sur des choses fondamentales comme le modèle social ou comme le degré d'autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis. Son avenir est aujourd'hui plus incertain que jamais. Du coup, ce qui prévaut chez moi, ce n'est

plus l'enthousiasme, mais la détermination pour surmonter ces obstacles et pour faire en sorte que la constitution politique de l'Europe prenne le relais de la construction économique qui est dans une impasse.

La maladie de l'Europe ?

La maladie de l'Europe, c'est fondamentalement un désaccord sur le but final de l'entreprise. Cette affaire n'a jamais été éclaircie. L'Europe s'est soi-disant construite sur la réconciliation franco-allemande, mais c'est un mythe. Dans la réalité, les Français ont été poussés à accepter la remilitarisation de l'Allemagne en 1950 parce que l'Amérique craignait que la pression de la Russie et des pays satellites sur l'Europe, qui pesait d'abord sur l'Allemagne, ne fasse basculer l'Europe de l'Ouest dans le camp soviétique. Pour arrêter cette pression, il y avait bien sûr le plan Marshall qui visait à reconstruire l'Europe et à la rendre plus prospère et donc plus stable politiquement; il y avait aussi l'idée qu'il fallait permettre à l'Allemagne de se remilitariser. On a donc voulu, à travers la CECA, que la France obtienne des garanties, à savoir qu'en regard de cette remilitarisation, on aurait un contrôle européen sur le charbon et l'acier. Ceux-ci sont paradoxalement les armes à la fois de la guerre et de la paix, c'est-à-dire de la reconstruction et en même temps de la puissance militaire. C'est le deal qui a prévalu et qu'on a dissimulé. Je crois qu'une des grandes faiblesses de l'Europe est de ne jamais avoir éclairci ses origines et d'avoir vécu dans une mystification, une automystification qui aujourd'hui nous dessert tout à fait. L'Europe s'est faite essentiellement sur la pression américaine face à la menace russe point barre. Et on a pris la porte, je dirais, de secours, pour construire l'Europe à partir de l'économie au lieu de le faire par la politique, c'est-à-dire essentiellement par l'armée et la diplomatie : cela tient à ces circonstances historiques très particulières.

L'enjeu actuel de la crise ?

Maintenant, l'Europe doit clarifier ses choix et dire : « voilà ! Nous voulons exister comme entité à la fois politique et économique, avec une capacité stratégique propre ». C'est cela l'enjeu actuel de la crise ! Il n'est nulle part ailleurs ! Et dès lors cette crise apparaît dans la zone euro, qui est la pointe la plus avancée de l'intégration, parce qu'on a réalisé une unité monétaire sans solidarité budgétaire et financière. Et on est maintenant, sous une double pression, celle de la crise de Wall Street depuis 2008 et celle de la mondialisation, et avec le risque que l'unité de l'euro zone soit en question. L'euro zone peut à tout moment exploser sous l'effet soit d'une crise bancaire, soit d'une crise politique dans des pays sous programme d'ajustement, voire en Italie ou en France ! Il faut donc parer au plus pressé, sauver l'euro, sans quoi l'UE toute entière va se dégligner, c'est-à-dire que le marché unique va se morceler, la libre circulation va être remise en question, et surtout, l'Europe dans le monde ne va plus peser du tout, alors même que la vraie raison de faire l'Europe aujourd'hui, ce sont les changements dans l'équilibre mondial. Nous avons en effet à faire face à des pays émergents, des grandes puissances continentales comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, etc. Nous ne pouvons aborder ces changements avec confiance que si nous sommes unis, car nous avons la taille qu'il faut. Mais si nous sommes désunis, nous devenons des oiseaux pour le chat, et cela c'est le véritable enjeu de la construction européenne aujourd'hui. Je constate donc ce décalage entre d'une part un monde qui grandit et qui gagne en puissance autour de nous et d'autre part l'Europe qui, par le vieillissement du continent, perd en poids relatif même si on a compensé pour partie ce déclin relatif par les élargissements successifs. Mais les accessions répétées de nouveaux États ont un coût caché, qui est l'hétérogénéité. Le désaccord sur les finalités ultimes, sur les frontières, le

modèle, le degré d'autonomie stratégique, tout cela s'aggrave avec les élargissements. Plus l'UE s'étend vers l'Est, plus elle est confrontée à cette difficulté-là. Aujourd'hui, il est clair que l'Europe n'assure plus son rôle de protection du citoyen. L'Europe, au lieu de converger vers un modèle social ambitieux commun, met en compétition des modèles sociaux nationaux dans une compétition qui est en réalité une course au moins disant social et fiscal. Par exemple, il est aberrant que, dans un marché unique, avec une monnaie unique, on laisse les pays se livrer une concurrence fiscale tout à fait sauvage, que ce soit en matière d'impôt des sociétés ou en matière d'imposition des actifs financiers, par exemple de l'épargne. C'est inacceptable. Du moment qu'il y a la libre circulation des capitaux et des entreprises, on devrait avoir un régime fiscal commun. Si on ne le fait pas, on affaiblit les moyens des États et par là on mine les systèmes de solidarité sociale. À mon sens, pour les Européens, c'est la question la plus fondamentale qui se pose à l'Europe aujourd'hui, c'est de passer d'une concurrence entre des modèles sociaux nationaux à une convergence vers un modèle social européen commun ambitieux, tout en respectant la contrainte dans laquelle nous vivons, qui est l'ouverture de nos économies.

Et les citoyens là-dedans ?

Le citoyen ? Il faut que le citoyen se réveille ! Le citoyen doit cesser de se comporter en victime, en usager, même plus grave encore, en mineur politique irresponsable. Les citoyens doivent prendre leurs responsabilités, les citoyens doivent s'intéresser, s'investir dans l'Europe. C'est leur seule possibilité de sortir de la crise, d'affronter le monde dans des conditions qui nous permettent de maintenir nos ambitions sociales, culturelles, politiques ! Le citoyen doit s'interroger sur sa passivité, son apathie, son désenchantement. C'est la responsabilité individuelle de chacun. On ne peut pas exonérer le citoyen de cette responsabilité.

Est-ce réaliste d'espérer ce qu'Angela Merkel ne cesse de dire : créons un noyau dur, une Europe politique !

Je pense que l'Europe politique est la condition absolue du sauvetage de l'euro et encore plus de l'affirmation de l'Europe dans le monde.

Pas à 28 !

Je ne crois pas que, dans un premier temps, on le fasse à 28. On doit le faire à mon sens à partir de l'euro zone, en acceptant que, à la limite, certains pays quittent l'euro zone, et d'autres, je pense à la Pologne, entrent dans l'euro zone. Il faut que l'euro zone ait quand même une certaine qualité politique pour devenir le noyau d'une Europe à deux vitesses.

Cela veut dire que l'Espagne et la Grèce, par exemple, devraient sortir de l'euro zone ?

Je ne dis pas quel pays devrait sortir ! Ne devront sortir de l'euro zone que les pays qui ne se sentent pas en mesure d'accepter le deal final, qui sera un équilibre entre discipline et solidarité. Si, pour un pays, il y a trop de discipline et pas assez de solidarité, il est possible que ce pays préférera légitimement, raisonnablement, quitter l'euro zone. Je ne crois pas que l'Espagne fera ce calcul-là mais on ne peut pas exclure que la Grèce le fasse, mais c'est l'affaire de la Grèce, ce n'est pas à nous à écarter un pays.

D'une façon un peu simpliste, êtes-vous pessimiste ou optimiste ?

Déterminé. - *C'est-à-dire ?* - Déterminé à ce que les choses qui sont nécessaires deviennent possibles. Je crois que c'est cela la noblesse de la politique. C'est, à un moment donné, la politique qui fait la différence. Nous sommes à un de ces moments de l'Histoire où la politique doit reprendre le pas sur le marché. Aujourd'hui, rien ne devrait importer plus aux citoyens, au-delà de leurs préoccupations personnelles, qui sont légitimes, que de se mobiliser pour donner un avenir à l'Europe, sinon pour eux-mêmes, en tous les cas pour leurs enfants.

Quelles sont les erreurs que la Commission a commises d'après vous ?

La Commission est tombée, il y a une trentaine d'années, peu après l'instauration du marché unique, dans une philosophie politique qui est véritablement mystificatrice pour l'Europe : c'est l'idée de la croissance à tout prix, même si elle aggrave sévèrement les inégalités à travers l'accroissement du chômage et si elle dégrade l'environnement. Sur l'environnement, on a limité les dégâts, mais sur le social, on a aggravé les choses. Et cela c'est un choix politique qui a été fait, pas seulement par la Commission et par les chefs d'États dans la Stratégie de Lisbonne qui s'est avérée une erreur historique majeure. La Stratégie de Lisbonne 2000-2010 visait en effet à faire de l'Europe 'l'économie de la connaissance la plus avancée du monde', mais sans s'en donner les moyens. On a donc simplement mis les États en rivalité, c'est tout. On n'a pas créé de politique commune, on n'a pas mobilisé des moyens. On n'a pas harmonisé la fiscalité et les droits sociaux. L'Europe a une responsabilité énorme dans l'échec de cette stratégie.

C'est la deuxième fois que vous employez le mot « mystification ». L'Europe s'est construite sur une mystification et ici ça continue.

Je pense qu'il y a dès le départ un décalage entre la réalité et le discours. La légende dorée de la réconciliation franco-allemande ne tient pas en 1950. Le traité franco-allemand de l'Élysée date de 63. Cela arrive bien après la fin de la guerre.

Quid du néo-libéralisme ?

Aujourd'hui la mystification est véritablement la conversion de l'Europe institutionnelle à l'approche néolibérale. Je crois qu'on n'en dira jamais assez de mal. Le néolibéralisme est une perversion du libéralisme. Quelque part nous sommes tous libéraux. Du moment qu'on accepte l'économie de marché, nous sommes des libéraux. Mais de là à dire que le marché c'est mieux et est toujours efficient, ce qui

a été l'affirmation des néolibéraux, c'est à mon avis véritablement abuser l'opinion. Malheureusement, cette tromperie n'a pas seulement touché les partis de droite mais une grande partie de la gauche s'y est fait prendre avec Blair et Schroeder ! Donc en Europe on a tout d'un coup cru naïvement qu'en jouant la croissance à tout prix, sans regarder la montée des inégalités, la montée de l'endettement, on arriverait à un résultat intéressant. Maintenant, on est dans une impasse : les inégalités explosent et l'endettement nous écrase. Il n'y a plus de croissance, on est dans l'impasse du néolibéralisme en Europe.

Qu'est-ce qu'il faudrait faire à votre avis pour créer chez le citoyen monsieur tout le monde un sentiment d'identité européenne ?

Je dirais que c'est le rôle des partis politiques de le faire. Mais il faudrait pour cela avoir de partis politiques européens, ce qui n'existe pas encore ! Les Verts ont un parti plus ou moins européen, mais le PPE est un agrégat de parti nationaux très disparate dans lequel il y a à boire et à manger, une chose et son contraire. Au fond, les socialistes, assez curieusement, ne sont pas très différents du PPE. C'est la même hétérogénéité ! Aujourd'hui, il n'y a pas d'unité du parti socialiste européen entre Allemands et Français sur le dilemme discipline-solidarité : les Allemands sont pour la discipline, les Français pour la solidarité. En tout cas un parti socialiste européen qui n'arrive pas à réaliser son unité sur une question aussi fondamentale ne peut pas mobiliser le citoyen. Donc, c'est ça le travail à mener à bien : construire des partis paneuropéens qui s'adressent aux citoyens en disant dans chaque pays la même chose. C'est cela le pont aux ânes de l'Europe : la création de partis politiques véritablement transnationaux et non des agrégats de partis nationaux comme le sont les groupes politiques au Parlement européen !

Croyez-vous qu'une association comme la nôtre est capable de jouer un rôle là-dedans ?

Uniquement si vous cherchez la vérité !

C'est-à-dire la rigueur dans l'apport d'explications historiques. L'AEDE, qu'on le veuille ou non, est un des canaux par lesquels s'est faite l'information européenne au fil des décennies. Et cette information a été, il faut bien le dire, formidablement téléguidée. *Par qui ?* Je crois essentiellement par la Commission. La Commission a commis l'erreur stratégique de penser que le discours européen doit aller du sommet vers la base, « top down », alors que, pour créer une conscience européenne, une communauté de destin - je crois que c'est le mot-clé - il faut aussi une remontée des questionnements et des interpellations vers l'Europe, l'approche « bottom up ». C'est l'erreur de la Commission, d'avoir cru toujours qu'elle détenait une vérité indiscutable. Il y a un côté très dogmatique dans la pensée institutionnelle européenne. Il faut rompre avec cela. Il faut faire de l'Europe un champ politique ouvert, où l'on puisse à la fois être européen et de droite, ou européen et de gauche. Mais c'est le mur à franchir pour créer une capacité citoyenne suffisante.

Optimisme ou pessimisme ?

Je vais rappeler ce que disait Bernanos : « les optimistes sont des imbéciles heureux et les pessimistes des imbéciles malheureux » ! Alors moi je préfère comme Gramsci combiner « le pessimisme de l'intelligence avec l'optimisme de la volonté ». Et je suis au fond un pessimiste actif.

C'est une belle formule. Et votre action à Madariaga, pouvez-vous nous en parler ?

Mon action, elle est très simple. Nous travaillons sur deux fronts. Le front intérieur, c'est la « Controverse citoyenne » qui, sur tous les sujets met en présence deux points de vue différents ! Je pense que devant la complexité des sujets européens, une façon d'éclairer les enjeux pour le citoyen, c'est de procéder à une approche 'orthogonale' du même problème. Et tout d'un coup, les gens peuvent se faire une meilleure idée de ce

qui est en jeu et de ce que peut être leur point de vue. Donc à la Fondation Madariaga-College de l'Europe, nous réagissons contre tout discours dogmatique du haut vers le bas, en croisant deux points de vue différents, gauche-droite, intergouvernemental ou communautaire, Nord-Sud ! Nous pouvons ainsi proposer une meilleure appréhension de sujets très compliqués, comme les OGM, la régulation financière, le conflit avec la libre circulation des travailleurs, les niveaux de protection sociale. Ce sont des sujets extraordinairement importants pour les gens, mais on ne peut les comprendre que si on a deux sons de cloche. C'est ce que j'appelle chez nous les 'controverses citoyennes'.

Je suis persuadé que vous ne vous battriez pas comme ça si vous ne croyiez pas arriver quand même à une construction européenne.

Ah oui ! Moi je suis en définitive porté par l'espérance, qui est plus fondamentale que l'optimisme. C'est un choix qui est fondateur pour le chrétien que je suis. Un chrétien est un homme habité par l'espérance et qui du coup a un sens de l'Histoire qui pour lui va de l'alpha à oméga selon le mot de Teilhard de Chardin.

Est-ce que vous sentez la même chose chez d'autres personnes, qui comme vous travaillent pour l'Europe, qu'ils soient chrétiens ou pas, l'espérance n'est pas nécessairement chrétienne, seulement chrétienne.

Bien entendu ! Il est d'autres sources d'inspiration spirituelle et l'humanisme laïc compte énormément. Mais le christianisme européen, lui, est en crise. Je pense que c'est une question extrêmement grave que celle-là. Nous sommes quelques-uns à réfléchir ensemble sur le thème « quelle Église pour quelle Europe ? » Nous nous disons que l'implosion du christianisme en Europe, qui est un fait avéré, n'est sans doute pas étrangère au défaut de souffle de la construction européenne. La sécularisation très radicale de l'Europe n'est pas sans lien avec

l'enlèvement de l'Europe. Il y a un assèchement de la source. Et si on ne remplace pas cette source par une autre, on manquera d'inspiration. Je veux dire que le christianisme a été, avec les Lumières qui le prolongent, une des inspirations fondatrices de l'élan européen depuis le Moyen Âge. Mais plus près de nous, les travailleurs qui ont combattu pour leurs droits fondamentaux au 19^{ème} siècle, qui ont osé les premières grèves, qui se sont dressés, la poitrine nue, contre les carabines des gendarmes, ont aussi approché quelque chose de fondamental dans la construction européenne. Ils ont construit une société européenne plus

avancée, plus moderne, plus juste. Et je pense que ces sources-là, il faut les réactiver, car elles sont pour le moment en train de se tarir.

La véritable tragédie de l'Europe, non comme UE, mais comme société européenne, serait d'accepter la technologie et le capitalisme de marché comme horizons indépassables. L'Europe a aussi besoin de transcendance pour advenir comme espace de civilisation.

Quelle belle formule pour terminer ! Un grand merci Pierre Defraigne !

*✍ Propos recueillis par B. Guillaume
9 novembre 2013*



UNION EUROPÉENNE

L'Europe décerne son prix

Le mercredi 4 décembre a été attribué le prix du Livre Européen, créé en 2007 pour un essai et un roman qui donnent une vision positive de l'Europe. Aux côtés de Arnaud Leparmentier pour son " Les Français fossoyeurs de l'Europe", c'est Eduardo Mendoza qui a été couronné pour son polar-vaudeville historique diablement intelligent (dixit Guy Duplat dans la Libre) intitulé "Bataille de chats" ou un Anglais à Madrid paru chez Seuil. A placer sous le sapin ou à se faire offrir.



UNION EUROPÉENNE

Pauvreté : aide maintenue à 3,5 milliards d'euros sur 7 ans

Le Parlement européen et les gouvernements ont trouvé un accord jeudi pour maintenir l'aide aux plus démunis à 3,5 milliards d'euros sur sept ans, a annoncé la Présidence lituanienne du Conseil européen. Ces fonds pour 2014-2020, que les Etats voulaient au départ limiter à 2,5 milliards d'euros, alimenteront le «Fonds européen d'aide aux plus démunis» (Fead), qui doit prendre le relais du précédent programme d'aide alimentaire, également doté de 3,5 milliards, pour 2007-2013. La participation de chaque Etat sera obligatoire, contrairement à ce que certains des 28 avaient réclamé dans un premier temps. L'UE cofinancera les programmes à hauteur de 85% et même de 95% «pour les pays les plus lourdement frappés par la crise», comme la Grèce, a précisé le Parlement européen dans un communiqué.

lesoir.be, rédaction en ligne, 28 novembre 2013